Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 72 (1981)

Heft: 24

Rubrik: Pressespiegel = Reflets de presse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

c) Betriebsanlagen, die wassergefährdende Flüssigkeiten enthalten;

d) Kreisläufe mit wassergefährdenden Kältemitteln oder Wärmeträgerflüssigkeiten, die dem Wasser oder Boden Wärme entziehen oder abgeben;

e) mobile Transportanlagen, in denen wassergefährdende Flüssigkeiten transportiert werden;

alle in folgenden Anlagen genannt.

[2] *Die Verordnung gilt nicht für:*

a) Behälter mit einem Nutzvolumen bis 20 l;

b) mobile Transportanlagen nach Artikel 8, die den Vorschriften der Bundesgesetzgebung oder zwischenstaatlichen Vereinbarungen über den Post-, Eisenbahn-, Strassen-, Luft- und Schiffsverkehr unterstehen;

c) Anlagen, die der Rohrleitungsgesetzgebung des Bundes unterstehen;

d) *Anlagen, die der Atomgesetzgebung des Bundes unterstehen;*

e) *Anlagen mit Isolier- und Hydrauliköl, die der Elektrizitätsgesetzgebung des Bundes unterstehen;*

f) Umschlagplätze für verflüssigte Gase;

g) Betriebs- und mobile Transportanlagen, die verflüssigte Gase enthalten;

h) Anlagen für Abwässer und landwirtschaftliche Abgänge;

i) Anlagen für flüssige Lebens- und Genussmittel, einschliesslich der Lagerbehälter bis 500 m³, in denen Speiseöle gelagert werden.

Daraus geht eindeutig hervor, dass Anlagen, die der Atomgesetzgebung sowie der Elektrizitätsgesetzgebung unterstehen, nicht unter diese Verordnung fallen. Der volle Text der eingangs erwähnten Verordnung kann bei der eidg. Drucksachen- und Materialzentrale (EDMZ), 3000 Bern, bezogen werden.

Ferner sei noch auf eine Publikation des Bundesamtes für Umweltschutz über «Die Sicherheit und die Wirtschaftlichkeit freistehender und erdverlegter Tanks in der Gewässerschutzzone A» aufmerksam gemacht, die, solange Vorrat, beim Bundesamt für Umweltschutz, 3003 Bern, bezogen werden kann.

b) Places de transvasement pour liquides pouvant altérer les eaux;

c) Installations d'exploitation qui contiennent des liquides pouvant altérer les eaux;

d) Circuits contenant des agents réfrigérants ou des liquides caloporteurs qui prélèvent ou rejettent de la chaleur dans l'eau ou dans le sol;

e) Installations mobiles de transport pour les liquides pouvant altérer les eaux;

tous appelés ci-après installations.

[2] *Elle ne s'applique pas aux:*

a) Réservoirs ayant un volume utile jusqu'à 20 l;

b) Installations mobiles de transport selon l'article 8, soumises aux prescriptions de la législation fédérale ou à des accords interétatiques sur le trafic postal, ferroviaire, routier, aérien ou naval;

c) Installations soumises à la législation fédérale sur les installations de transport par conduites;

d) *Installations soumises à la législation fédérale sur l'énergie nucléaire;*

e) *Installations utilisant de l'huile isolante et hydraulique, soumises à la législation fédérale sur l'énergie électrique;*

f) Places de transvasement de gaz liquéfiés;

g) Installations d'exploitation et installations mobiles de transport contenant des gaz liquéfiés;

h) Installations destinées aux eaux usées et aux résidus de l'agriculture;

i) Installations destinées aux denrées alimentaires liquides et aux denrées consommées pour l'agrément, y compris les réservoirs d'entreposage jusqu'à 500 m³ dans lesquels sont stockées des huiles comestibles.

Il en ressort clairement que les installations soumises à la législation fédérale sur l'énergie atomique et sur l'énergie électrique ne tombent pas sous les dispositions de cette ordonnance. Le texte intégral de l'ordonnance mentionnée peut être commandé auprès de l'Office central fédéral des imprimés et du matériel (OCFIM), 3000 Berne.

En outre, l'attention est attirée sur une publication de l'Office fédéral de la protection de l'environnement avec le titre: «Fiabilité et aspects économiques des réservoirs non enterrés et enterrés en zone A.» Cette publication peut être commandée jusqu'à épuisement du stock auprès de l'Office fédéral de la protection de l'environnement, 3003 Berne.

Pressespiegel – Reflets de presse

Diese Rubrik umfasst Veröffentlichungen (teilweise auszugsweise) in Tageszeitungen und Zeitschriften über energiewirtschaftliche und energiepolitische Themen. Sie decken sich nicht in jedem Fall mit der Meinung der Redaktion.

Cette rubrique résume (en partie sous forme d'extraits) des articles parus dans les quotidiens et périodiques sur des sujets touchant à l'économie ou à la politique énergétiques sans pour autant refléter toujours l'opinion de la rédaction.

Cache-cache

Lorsque j'achète un nouvel appareil électrique, j'admets que je vais consommer un peu plus d'électricité; dans les circonstances actuelles, je demande nécessairement ce supplément de courant à une centrale nucléaire.

Malgré les conseils (éclairés) des écologistes, j'avoue avoir remplacé la manivelle du moulin à café par un de ces petits moulins électriques fort pratiques. J'ose dire aussi que j'abandonne mon vieux vilebrequin au profit d'une perceuse dévoreuse de courant. Si je devais faire l'inventaire de mes péchés contre l'écologie, je mentionnerais aussi la petite tronçonneuse moins fatigante que la scie à bras, le four à raclette pour les jours de pluie, le congélateur pour les surplus du jardin potager, le radiateur pour l'entre-saison, peut-être aussi un aspirateur plus puissant à cause des poils de chien et un réfrigérateur mieux adapté aux besoins d'aujourd'hui. La liste n'est pas exhaustive. Consciemment ou inconsciemment, de nombreuses personnes agissent comme moi et, par conséquent, accroissent leur demande de courant électrique d'origine nucléaire. A cette demande en constante augmentation s'ajoute celle de tous les nouveaux occupants des quelque 40000 logements mis sur le marché chaque année en Suisse sans empêcher d'ailleurs que subsiste une «pénurie» d'appartements.

Il n'est donc pas étonnant que la consommation d'électricité progresse à un rythme rapide, supérieur aux prévisions des producteurs. Ne pouvant nier l'évidence, le Conseil fédéral a admis que la Suisse aurait besoin au moins d'une nouvelle centrale nucléaire dans les années nonante. Ce «oui» en réponse à la question du besoin devrait équivaloir à un «oui» à la construction de Kaiseraugst. En effet, en vertu de la nouvelle loi sur l'énergie atomique, la seule décision incombant au Conseil fédéral au sujet de Kaiseraugst porte sur la reconnaissance d'un besoin. Si la Suisse était purement et simplement un «Etat de droit», le feu vert serait donné. En réalité, la non-décision du Conseil fédéral montre que les considérations d'opportunité politique priment le droit. (...)

«24 Heures», Lausanne, le 13 octobre 1981

Les initiatives sur l'énergie ont abouti

Zurich (ATS) – Les deux initiatives populaires lancées en juin 1980 par les adversaires «modérés» de l'énergie nucléaire ont abouti, ont annoncé jeudi leurs promoteurs. Revêtues d'environ 120000

signatures, elles seront déposées à la Chancellerie fédérale au début de décembre «en tant que nouvel instrument démocratique contre les centrales de Kaiseraugst, Graben ou autres».

L'initiative «pour un avenir sans nouvelles centrales atomiques» demande qu'aucune nouvelle centrale ne soit mise en service dès l'entrée en vigueur de l'article constitutionnel qu'elle propose. Les centrales nucléaires existantes ne pourraient pas être remplacées au terme de leur durée d'exploitation (25 à 30 ans).

Lancée parallèlement, l'initiative «pour un approvisionnement en énergie sûr, économique et respectueux de l'environnement» réclame le recours à des sources d'énergie sûres, décentralisées, principalement indigènes et renouvelables. En outre, elle demande une utilisation optimale de l'énergie disponible et le développement conséquent des énergies de rechange.

Les deux initiatives ont été lancées par la Fondation suisse pour l'énergie, le WWf et plus de cinquante organisations écologistes et groupements antinucléaires.

«La Suisse», Genève, le 19 novembre 1981

Energie und Industrie

Am Podiumsgespräch vom vergangenen Freitagabend in der Simplonhalle haben vor allem Staatsrat Hans Wyer und Raymond Perren, Verantwortlicher der Sparte Energie bei der Lonza/Alusuisse den engen Zusammenhang zwischen unsern Grossindustrien und der Energie dargelegt. Dabei wurde auch bekanntgegeben, dass diese Industrien gerade im Winter über zuwenig eigene Energie verfügen, deshalb relativ teure Energie zukaufen müssen. Eine Folge dieses Umstandes trifft nun die Aluminium-Produktionsbetriebe in Chippis und Steg direkt. Wegen der ungünstigen Marktlage und der fehlenden Energie müssen die beiden Fabriken während des Winters ihre Produktion bedeutend drosseln.

In Steg beträgt diese Produktionsdrosselung 12,5%, in Chippis 25%.

Die Walliser Fabriken produzieren heute das Aluminium zu einem Kilopreis von 3 Franken, in Deutschland ist aber Aluminium zu einem Preis von 2.30 bis 2.40 Franken je Kilogramm erhältlich. Der Energiemangel der Walliserwerke während des Winters würde die Produktion zusätzlich verteuern, da ja bei der Aluherstellung die Energie einer der wesentlichen Kostenfaktoren ist. Während des Sommers besitzen die Aluwerke durch ihre Laufwerke genügend Elektrizität. Im Winter aber fehlen ihnen die Stauwerke. Das neue Energiekonzept des Kantons möchte dies durch die Beteiligung der einheimischen Industrie an neuen Speicherwerken korrigieren.

In diesem Winter werden durch die Produktionsdrosselung noch keine Arbeitsplätze gefährdet. Die Leute werden in anderen Bereichen beschäftigt. Wenn der Kanton aber in den nächsten Jahren diesen Betrieben nicht günstige Energie garantieren kann, dann ist es sehr schnell möglich, dass wesentlich höhere Produktionsbeschränkungen vorgenommen werden müssen und dass dann auch viele Arbeitsplätze auf dem Spiel stehen, Arbeitsplätze, die nicht bloss viele Familien ernähren, sondern Gemeinden und dem Staat auch hohe Steuererträge einbringen.

Die Lage der Aluminiumfabriken in unserem Kanton zeigt anschaulich, wie dringend wir des neuen Energiekonzeptes bedürfen, denn Energie ist der einzige Standortvorteil, den wir diesen Unternehmen im Wallis bieten können. *bwy*

«Walliser Volksfreund», Naters, 12. November 1981

Kaiseraugst: même les radicaux doutent

La «Nouvelle Revue de Lausanne», organe radical vaudois, mène depuis des années une campagne de propagande massive en faveur des centrales nucléaires.

En même temps, elle dénigre fréquemment les énergies renouvelables. Par exemple, on pouvait lire un grand titre en première page: «Un quart de million sacrifié sur l'autel du dieu soleil»; ou bien: «L'énergie solaire, la plus dangereuse»; ou encore, à propos de la loi sur les économies d'énergie, elle ironisait sur «le conseiller d'Etat Marcel Blanc qui irait avec ses gros souliers à clous dans les bureaux des architectes».

Et pourtant le «oui» du Conseil fédéral en faveur de Kaiseraugst (reste encore la décision des Chambres fédérales) n'a pas pleinement convaincu son rédacteur en chef, M. Michel Jaccard. Il paraît torturé par le doute, car les deux tiers de la commission d'experts avaient constaté dans leur rapport que la centrale nucléaire de Kaiseraugst n'était pas indispensable; et malgré leur avis, le Conseil fédéral estime que la clause du besoin est remplie.

En outre, M. Jaccard ne partage pas du tout l'optimisme du président de la Confédération, M. Kurt Furgler, qui «s'est montré optimiste quant au dénouement de l'affaire de Kaiseraugst» et qui a déclaré: «Les instruments institutionnels propres à trouver une solution démocratique au conflit sont à disposition et intacts.»

«Nul n'en doute», répond M. Jaccard, mais il ajoute:

Il n'est cependant pas évident que cet «état de droit», qui est la seconde religion de M. Furgler, apaise les inquiétudes et contienne les réactions de ceux qui s'opposent farouchement à la construction de cette centrale nucléaire.

Il constate que, à côté d'une minorité d'agitateurs, il y a le peuple très nombreux de ceux qui, en toute honnêteté, jugent que la construction de la centrale nucléaire, dans un périmètre qui en compte déjà un certain nombre, fait peser une menace sur leur région. Une menace qui dépasse la simple écologie et qui inclut aussi le péril inhérent à toute exploitation atomique, quel que soit le degré de sécurité.

Et il conclut:

(...) commençons par nous demander, nous, Vaudois, si nous accueillerions avec enthousiasme une centrale comme celle de Kaiseraugst sur les terrains de Vidy, ou du Chalet-à-Gobet, par exemple.

Les «instruments institutionnels» ne suffiront donc pas à régler le problème.

Cette conclusion sera aussi la mienne, mais je ne suivrais pas M. Jaccard vers la «solution de rechange» qu'il propose: la Confédération donnerait toutes les autorisations, sauf celle d'exploiter; et la centrale ne serait mise en service que lorsque la preuve du besoin serait apportée par les faits, et non par des études prospectives controversées. Car M. Jaccard ne dit pas qui payerait la centrale en sommeil, et son existence même inciterait à poursuivre le galvaudage actuel au lieu d'encourager les économies et la promotion des énergies renouvelables. *F. de la C.*

«Pays Vaudois», Lausanne, le 12 novembre 1981

Kuhhandel

(go) Für Vreni Wächter ist die Welt noch in Ordnung – zumindest ihre eigene. Unerschütterlich in ihren Vorurteilen sitzt sie jeweils vor der Kamera und sagt anderen die Meinung, vorzugsweise den Behörden, in denen sie kaum Vertreter des Volkes, sondern fast immer Hüter argwohnerweckender Interessen sieht.

«Kuhhandel», lautete bezeichnenderweise das erste Wort zum CH-Beitrag über das geplante Kernkraftwerk Graben. Kann sein, dass Moderatorin Wächter nicht die Urheberin dieses «Kuhhandels» war. Vielleicht hatte ihn der geistesverwandte Berichterstatter Hansjörg Brügger ausgeheckt. Oder waren Vreni und Hansjörg gemeinsam auf den «Kuhhandel» gekommen? Absichtsvoll an den Anfang gesetzt war er auf jeden Fall: Dem Zuschauer sollte mit einem geläufigen Reizwort sogleich suggeriert werden, dass es nicht mit rechten Dingen zugehe.

Daher lief die Sendung mehr agitatorisch als informatorisch weiter. Brügger wollte von einigen Passanten im wesentlichen wissen, ob auch sie zu den Kundgebungen gegen Graben aufgelegt wären, und besuchte eine Opponentin, die das Fernsehen schon vor einem Jahr eine Stunde lang gefeiert hatte. (Ungewollt kam in jener Graben-Polemik von Felix Karrer freilich zum Ausdruck, dass es Marie R. weniger um die Sache als um die eigene Person ging.)

Doch der Vreni und dem Hansjörg war die Marie als Gewährsperson («Mir überchömed au vo usse Hülf») unverdächtig; und am Ende der schwachen halben Stunde, die der energiepolemische Beitrag dauerte, glaubte Vreni «ein totales Dilemma» diagnostizieren zu dürfen. «Sött me ned de Muet ha», fragte sie rhetorisch, «vo voore nochezdänke?»

Warum eigentlich nicht? Vreni und Hansjörg könnten mit gutem Beispiel vorangehen und sich in ihren Vorurteilen erschüttern lassen. Vielleicht kämen dann gewisse Reiz- und Schlagwörter in ihrer Sprache nicht mehr vor. Sie sprächen nicht länger von «Berner Stromherren», sondern von Vertretern der Bernischen Kraftwerke; nicht mehr von «Kraftwerksmanagern», sondern von Verantwortlichen für unsere Stromversorgung. Anstelle des «Bewilligungszirkus» gäbe es auch für Vreni und Hansjörg ein ordentliches Bewilligungsverfahren – und der Zuschauer wäre frei vom Argwohn, das CH-Magazin mache ihn zum Augenzeugen eines telepolemischen Kuhhandels. *«Badener Tagblatt», Baden, 12. November 1981*

Christlich fundiertes «Nein»

Kurt Marti, 60, Berner Pfarrer und Dichter, ortete im bernischen reformierten Kirchenvolk islamische Gottes- und Schicksalsvorstellungen.

Als prominentes Mitglied der antinuklearen «Kirchlichen Arbeitsgruppe für Atomfragen» (KAGAF) hatte Pfarrer Marti an einer Pressekonferenz dargetan, «warum das Nein zur Atomenergie unserem christlichen Glauben entspringt».

In der weiteren Diskussion wies ein Medienmann darauf hin, dass die Ulema (Gottesgelehrten) der über 1000jährigen Kairoer Islam-Hochschule «Al-Azhar» das «Ja zur Atomenergie» als durchaus religionskonform bezeichnet hätten: Der Mensch müsse nämlich auch die Atomenergie als «Gabe Allahs» demütig annehmen und sie verantwortungsbewusst nutzen – der Segen oder Fluch der Gabe lägen dann allein bei Allah (so die Ulema).

Dazu meint der Theologe Kurt Marti: «Die meisten Leute in der bernischen Landeskirche denken wie die islamischen Gelehrten. Wir von der KAGAF haben jedoch ein anderes Gottes- und Schicksalsbild ...» *«Die Woche», Zürich, 27. November 1981*

Solidarität mit Basel?

«In noch ungebrochenem Vertrauen in unsere Volks- und Standesvertreter appellieren wir an die Solidarität, auf die in unserem Land jede Minderheit lebensnotwendig angewiesen ist.»

In diesen schönen Worten gipfelte der Appell des Basler Grossratspräsidenten an seine Ratskollegen anlässlich der Sondersitzung vom 5. November, welche mit dem einzigen Traktandum «Kaiseraugst» einberufen worden war. Der Rat verabschiedete denn auch einstimmig mit nur zwei Enthaltungen eine Resolution an die eidgenössischen Räte mit der Empfehlung, die Rahmenbewilligung für das Kernkraftwerk Kaiseraugst abzulehnen.

Wenn die Basler Ratsherren versucht hätten – was im Fall Kaiseraugst offensichtlich Mühe macht – die Emotionen aus- und das Denken einzuschalten, hätten sie sich fragen müssen, an wen sich diese Aufforderung zur Solidarität eigentlich richten soll. Etwa an die Bevölkerung von Olten, Solothurn und des unteren Aaaretales, welche im Interesse unserer Energieversorgung in viel engerer Nachbarschaft mit Kernkraftwerken lebt, als das im Fall Kaiseraugst für Basel der Fall wäre? Etwa an die Berner? Von Mühleberg zum Zytgloggeturm ist es in der Luftlinie weniger weit als von Kaiseraugst zum Barfüsserplatz! Oder etwa an die Talbewohner in Uri, im Glarnerland, in Graubünden, im Tessin oder Wallis, welche seit Jahrzehnten unter der Bedrohung durch die Speicherseen leben? Der Bruch einer Staumauer ist hundertmal wahrscheinlicher als ein schwerer Reaktorunfall, und die Folgen wären für das betroffene Tal verheerend!

Die Basler verlangen eine Sonderbehandlung, weil – wie es in der Resolution des Grossen Rates heisst: «... die Region überdies durch Industrie und Verkehr, die der ganzen Schweiz dienen, bis an die Grenze des Zumutbaren belastet ist.» Gemeint sind hier offensichtlich in erster Linie die chemische Industrie und der Rheinhafen. Von diesen Einrichtungen profitieren doch wohl in allererster Linie die Basler selbst. Ihnen verdankt Basel seine wirtschaftliche Bedeutung, seine grossen Steuereinnahmen, das hohe Einkommensniveau seiner Bevölkerung! Dass es dabei auch die negativen Erscheinungen in Kauf nehmen muss, ist doch sicher nicht mehr als recht und billig!

Man muss sich doch wirklich fragen, ob der Appell des Basler Grossen Rates nicht an die falsche Adresse gerichtet ist. Sollte man nicht viel eher die Basler dazu aufrufen, nun auch etwas auf sich zu nehmen, um die eigene Stromversorgung sicherzustellen? Bisher haben sie das den lieben Miteidgenossen überlassen.

Werner Veraguth, Flims Dorf

«Bündner Zeitung», Chur, 28. November 1981

Falschrechnung Franz Jaegers

In verschiedenen Radio- und TV-Sendungen der jüngsten Zeit hat Nationalrat Franz Jaeger wiederholt und vehemment die These vertreten, die Schweiz benötige nach der Inbetriebnahme des KKWs Leibstadt keine neuen Kernkraftwerke mehr. Als Beweis führte er an, dass durch den Erlass energiepolitischer Gesetze der Stromverbrauch so gesteuert werden könne, dass ein weiteres Wachsen desselben spielend durch die Gewinnung von Elektrizität aus Biogas, Kehrichtverbrennung und aus häuslichen Kleinkraftwerken gedeckt sei.

Der neueste Sprengstoffanschlag auf einen NOK-Leitungsmasten machte es leider notwendig, wieder einmal auf den utopischen Gehalt dieser Behauptungen hinzuweisen, auch wenn ihr streitbarer Verfechter vorgibt, sie auf wissenschaftliche Untersuchungen abzustützen. Anscheinend bezogen sich diese Abklärungen aber nur aufs rein Theoretische und liessen die Frage offen, ob die vorgeschlagenen Lösungen auch praktikabel und machbar seien. So ist z. B. der Bauer, der neben der Auslage für eine Biogasanlage auch noch die Kosten für eine Stromerzeugungsanlage auf sich nimmt, noch zu suchen. Ob er bereit und fähig ist, neben Milch und Mist auch noch Kilowattstunden zu produzieren, ist die weitere Frage. Wo sind ferner die Kehrichtverbrennungsanstalten, die neben der Abgabe von Fernwärme auch nur ein Prozent der Strommenge eines KKWs zu liefern vermögen? Und wo sind die privaten Hausbesitzer, die in ihren meist zu kleinen Heizungsräumen anstelle des Heizkessels nun einen Dieselmotor, einen Stromgenerator, eine Wärmepumpe und eine umfangreiche Schaltanlage aufstellen wollen?

Ich frage Sie, ob Sie von Ihrer Hochschule aus auch schon die Stadt St. Gallen überblickt und sich gefragt haben, welche Luftverpestung Sie mit dem Aufstellen von Dieselmotoren in jedem zweiten Gebäude anrichten? Und weiter frage ich Sie, in welchem Zeitraum Sie sich die Realisierung Ihrer Vorstellungen denken? Vierzig Jahre wären nach Berücksichtigung des einsetzbaren Handwerkerpotentials und der Finanzierung mindestens erforderlich, denn Ihre Ideen gelten ja nicht nur für St. Gallen, sondern für die ganze Schweiz. Bis dann sind aber die jetzt noch reichlich fliessenden Ölquellen trotz allen Sparmassnahmen so ziemlich erschöpft, und unsere bedauernswerten Nachkommen werden vor der Frage stehen, woher sie das Öl für ihre teure «Wärmekraftkopplung» beziehen wollen.

Wir müssen froh sein, wenn wir in vierzig Jahren wenigstens den Grossteil unserer Heizungsanlagen auf die einfachere und weit billigere elektrische Wärmepumpe umgestellt haben werden. Dazu aber ist der Bau einiger weiterer KKWs nötig. *Fritz Frei, Wittenbach*

«St. Galler Tagblatt», St. Gallen, 2. Dezember 1981

Im tiefen Keller sitzt die Box:
Jedem sein eigenes Kraftwerk

Es klingt verführerisch: Jedem sein eigenes Kraftwerk. Man nehme eine Art Automotor, montiere ihn im Keller und lasse ihn munter laufen. Dann liefert er Strom und Wärme. Kein Wunder, dass die Energiebox – so wird das Mini-Wärmekraftwerk genannt – die Phantasie von Menschen anregt, die glauben, eine Parzellierung der Energieversorgung sei das Gebot der Stunde. Motto: Je kleiner, je lieber.

Die Technik der Energiebox ist einfach: Ein stationärer Benzin-, Diesel- oder Gasmotor treibt einen Stromerzeuger – Generator – an. Gleichzeitig wird die Abwärme des Motors, vorwiegend seine Abgase, über eine Heizungsanlage in die Wohnungen transportiert. Dann entweichen die Gase über Hauskamine in die Luft. Die eingesetzte Energie wird gut genutzt und zu 80 % in Strom und Wärme umgesetzt.

Das Frankfurter Battelle-Institut hat im Auftrag des hessischen Umweltministeriums die Möglichkeiten der Energiebox untersucht und darüber berichtet. Was auf rund 160 Seiten mit vielen Berechnungen und Tabellen geschrieben steht, macht Hoffnungen der Energiebox-Befürworter zunichte.

Die Energiebox allein tut es nicht. Auf jeden Fall ist ein Anschluss ans öffentliche Stromnetz erforderlich. Sonst müsste jedesmal, wenn auch nur ein Elektrorasierer eingeschaltet wird, das ganze System anspringen. Weiter: Die Energiebox liefert zu bestimmten Zeiten zuviel, zu anderen Zeiten zuwenig Strom – oder zuviel oder zuwenig Wärme, da Wärme- und Strombedarfszeiten oft nicht übereinstimmen. Eine Einspeisung von Überschußstrom ins öffentliche Netz ist zwar technisch möglich. Sie bringt dem Benutzer einer Energiebox aber keinen Gewinn, weil die Kraftwerke der öffentlichen Versorgung Strom kostengünstiger erzeugen.

Die Umweltbelastung durch Energieboxen ist hoch, weil die Abgase über die niedrigen Kamine in die unmittelbare Umgebungsluft geleitet werden. Sie aber ist besonders in Gebieten mit hoher Siedlungsdichte ohnehin durch Abgase von Autos stark belastet. Ausserdem verbrauchen Energieboxen teure Importenergien. Auch die Investitionskosten sind beträchtlich höher als die einer herkömmlichen Heizungsanlage.

Der Battelle-Bericht: «Die Energiebox ist derzeit ein System für technische Innovatoren beziehungsweise ein Prestigeobjekt.» *sl*

«Strom-Linie», Frankfurt, 4. Dezember 1981

Keine Prospekte

Nur weil ich einmal krank war, habe ich mir die Zeit genommen, die zugekommenen Prospekte zu lesen. Sonst wandern solche Papiere bei mir, wie bei den meisten Empfängern, in den Papierkorb. Denn im Zeitalter des Umweltschutzes sind solche Prospekte eher Umweltverschmutzung. Als neutraler und objektiver «Beobachter» genügen mir die Inserate in den Zeitungen. Trotzdem will ich für einmal sehen, was es Neues und Interessantes gibt:

Zuerst sehe ich mir einen Spielwarenprospekt an, um zu vergleichen, was es heute gegenüber vor fünfzig Jahren anzubieten gibt. Kaum zu glauben. Auf kleinen Spielzeugautos Reklame für Alkohol und Raucherwaren. Scheinbar für kleine Kinder, die zum Glück noch nicht lesen können. Für die Mädchen gibt es jetzt Puppen mit dem dazugehörenden Schminkzeug. Das finde ich noch eine gute Idee. Haben doch die kleinen Mädchen es noch nicht nötig, sich selber zu schminken, so können sie an den Puppen ausprobieren, wie sie selbst aussehen würden. – Genug der Ware. Nun zu einem Zettel der AKW-Gegner mit Einzahlungsschein. Obschon ich weder Pro noch Contra bin, steht mir zuviel auf diesem Blatt, um alles zu lesen. Liegt doch in der Kürze die Würze. Für mich kann auf jeden Fall eine Stauseemauer so gefährliche Auswirkungen haben wie ein AKW. Abgesehen davon, dass beides die Landschaft gleich verschandelt. Nachdem ich auf einem Spaziergang in Richtung Graben gesehen habe, wie Gebäude und Wegweiser mit Spray beschmiert waren, muss ich annehmen, dass das gesammelte Geld für Flugblätter und Farbe gebraucht wird. Darum spare ich mein Geld noch, bis mir ein gediegener Kleber für den Briefkasten zugestellt wird, auf dem geschrieben steht: «Bitte keine Prospekte in den Briefkasten».

Gusti Berli, Langenthal

Leserbrief aus «Solothurner Zeitung», Solothurn, 1. Dezember 1981

Chauffages sous la loupe

Lausanne (ATS) – Une quinzaine d'entreprises d'électricité en Suisse romande, dont l'Electricité neuchâteloise, la Compagnie vaudoise d'électricité, les Entreprises électriques fribourgeoises et la Société romande d'électricité, mènent actuellement une enquête pour comparer divers types de chauffages électriques, signale l'Office d'électricité de la Suisse romande, à Lausanne.

L'étude devrait permettre d'appréhender le problème du chauffage dans son ensemble. *«La Suisse», Genève, le 2 décembre 1981*

Freiburger EW forciert Alternativenergie

Freiburg/Château-d'Oex. Ma. Welche bedeutsame Rolle die Elektrizitätswerke für den Erfolg oder Misserfolg der Alternativenergien und des Energiesparens spielen, dafür bieten die Freiburger Elektrizitätswerke (FEW) ein positives Beispiel. Mit einer entsprechenden konsequenten Politik fördern sie seit längerer Zeit die neuen Technologien.

Es gehört nicht zum energiepolitischen Alltag, dass die Kader eines offiziellen EW beispielsweise die Elektroheizung zurückzudämmen und die Wärmepumpe zu fördern suchen, dass sie eine erste Biogas-Anlage mit Stromabgabe ins öffentliche Netz bauen lassen oder mit Wärmeverlust-Analysen das örtliche Baugewerbe zu genauerer Arbeit anhalten. Zwar wird jedes EW für sich in Anspruch nehmen, auch den unkonventionellen Technologien Aufmerksamkeit zu schenken; die Begeisterung ist indessen höchst unterschiedlich, und letztlich stehen doch wieder die kommerziellen und absatzfördernden Faktoren im Vordergrund. Auch die FEW argumentieren grösstenteils ökonomisch, doch ihre Schlussfolgerungen lauten anders, und ihre Förderung der Alternativenergien hat System.

Eine Sonderstellung nehmen die FEW vor allem bei den Wärmepumpen ein. Normalerweise werden von seiten der Elektrizitätswirtschaft immer technische Probleme der Wärmepumpen geltend gemacht, wie kürzlich an der Zürcher Pressekonferenz des VSE. Vom Wärmepumpen-Spezialisten der FEW war dergleichen nicht zu vernehmen: Er erklärte ohne Umschweife, dass Erfolg oder Misserfolg der Wärmepumpen ganz einfach eine Frage des Preises seien (der Käufer einer elektrischen Pumpe muss etwa dreimal mehr auslegen als der Käufer einer gewöhnlichen, stromintensiven Elektroheizung); nicht minder wichtig ist die Werbe- und Verkaufspolitik der Elektrizitätswerke.

Trotz dieser Bemühungen stehen im FEW-Einzugsgebiet den heute etwa 4000 Elektroheizungen erst rund 80 Wärmepumpen-Anlagen gegenüber, aber man will den Trend umkehren, nicht zuletzt wegen der allmählich kritischen Netzbelastung durch die Elektrospeicherheizungen.

Ungewöhnlich auch die Auflagen, welche das Freiburger EW den Käufern von elektrischen Heizungen sämtlicher Gattungen macht: Seit 1976 muss der Einfamilienhaus-Bauherr einen k-Wert von 0,8 nachweisen, also eine sehr gute Isolation, ansonsten erhält er keine Elektroheizung.

Und dass die Isolationen sorgfältig ausgeführt werden, dafür sorgen die FEW mit sanftem Druck: Seit 1980 bieten sie für etwa 1000 Franken pro Objekt die wärmetechnische Analyse (Thermovision) von Bauten an. Anfänglich mit Misstrauen angeschaut, hat sich diese höchst wirksame Analyse-Methode im Freiburgerland durchgesetzt; nicht wenige Architekten und Bauherren lassen sich aufgrund dieser Spezialkamera-Durchleuchtung ein «Zertifikat» ausstellen.

Von Interesse ist auch die erste Biogas-Anlage bei einem Landwirt in Uttewil, welche auf Initiative der FEW gebaut wurde und gleichzeitig Strom und Wärme produziert; überschüssiger Strom wird ins FEW-Netz abgegeben. Trotz vorerst noch hoher Investitionskosten halten die FEW diese Produktionsart für wichtig. Nur ist der Preis, den die Werke für diesen und anderen dezentral erzeugten «Privatstrom» zu bezahlen bereit sind, nicht umwerfend: 5,5 Rappen pro Kilowattstunde. Zum Vergleich: Die IWB zahlen für den Kunstmuseums-Strom acht bzw. sechs, die Elektra Birseck will gar zehn bzw. acht Rappen zahlen.

Dass man sich in Freiburg auch mit der Sonne beschäftigt, versteht sich sozusagen von selbst. Solarzellen speisen beispielsweise die Fernbedienung der Trennschalter auf Freileitungen, mit deren Hilfe sich Strompannen rascher lokalisieren lassen. Finanziell ist dies kein Problem, weil bei den Solarzellen ein markanter Preiszerfall im Gange ist. Oder: Das neue Spital in Château-d'Oex/VD besitzt eine ins Dach integrierte Sonnenkollektor-Fläche von 370 Quadratmetern, kombiniert mit Wärmepumpe und Wärmespeichern. Für die Investitionen ist mit einer Amortisationszeit von etwa 20 Jahren zu rechnen, eine absolut tragbare Zeitspanne.

Und wie steht es mit dem Stromverbrauch rund um solche Anlagen? Die vom VSE organisierte Reise wollte aufzeigen, dass die Anwendung von Alternativtechnologien einen Mehrverbrauch an Strom bewirke (elektrische Wärmepumpen usw.). Nur zeigte dieselbe Reise, dass eine konsequente Politik der dezentralen Erzeugung, verbunden mit Sparanstrengungen, diesen Effekt zu kompensieren vermag. *«Basler Zeitung», Basel, 1. Juni 1981*